

Citation style

Cabanes, Bruno: review of: Philippe Nivet, *Les réfugiés français de la Grande Guerre (1914-1920). Les «Boches du Nord»*, Paris: Commission française d'histoire militaire, 2004, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008, 5.1 - Guerre et Paix, p. 1191-1193, DOI: 10.15463/rec.1189722322

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

fiste en France, même avant la Première Guerre mondiale, impliquait une position de principe ; que les pacifistes d'avant 1914 aient été déçus – profondément – par l'hécatombe des années de guerre, on en convient facilement, mais ils n'ont jamais perdu leur foi dans un avenir meilleur, ni dans la possibilité de construire un monde nouveau où la guerre n'existerait plus. Ces pacifistes « ancien style » – pacifistes d'« inspiration » juridique, internationaliste, et bourgeoise, et d'« orientation » collaborative envers la société politique (pour utiliser le schéma développé par le grand historien du pacifisme britannique, Martin Ceadel²) – acceptent d'un cœur lourd de faire la guerre, puisque celle-ci leur est imposée, mais ils ne l'acceptent jamais comme condition *préalable* ou *nécessaire* pour une paix future. Ceci est encore plus le cas chez les pacifistes intégraux qui, marqués profondément par l'expérience de la Grande Guerre, refusent dorénavant toute guerre étrangère, sous quel prétexte que ce soit. Ces positions de principe sont « rares » d'après Y. Santamaria, précisément parce que la grande majorité de la société française n'était (et n'est) pas *passionnée* par le pacifisme. Est-ce parce qu'il s'est appelé un « objecteur de conscience » lors de la crise de Munich, que l'on considérerait Charles Maurras comme un « pacifiste » ? La réponse n'est que trop évidente...

Pourquoi alors ce rejet du pacifisme, le vrai, dans l'histoire française ? Y. Santamaria en décrit bien les raisons – à son insu peut-être, puisqu'il semble vouloir les intégrer dans une explication du pacifisme. Dans un premier temps, le nationalisme français se heurte aux idées internationalistes représentées par le pacifisme et, dans un second temps, l'influence du marxisme sur le débat paix/guerre est très lourde en France. On tombe ici sur une des faiblesses historiographiques de l'œuvre d'Y. Santamaria : l'historien Sudhir Hazareesingh avait déjà soutenu la thèse il y a une quinzaine d'années d'une absence de mouvement de la paix en France (notons qu'il ne s'agit pas du vrai pacifisme, mais seulement d'un mouvement de la paix) à cause de la présence du parti communiste qui, depuis les années vingt, défigurait et déformait le débat paix/guerre en subordonnant la paix aux besoins d'une révolution sociale. *Par la révolution, la paix* – pour citer le titre

d'un recueil de textes de Romain Rolland... Même les pacifistes « nouveau style » ou intégraux des années trente, dont un grand nombre viennent de la gauche anarchisante, socialisante ou communisante, rejettent complètement l'idée que la paix serait une fonction de la révolution. Pour eux, la paix prime tout – ce qui les amène souvent à des choix difficiles et à des positions politiques regrettables sous Vichy.

On trouve également de petites fautes dans ce livre, surtout en ce qui a trait au « vrai » pacifisme. Par exemple, R. Rolland n'a jamais reçu le prix Nobel de la paix mais plutôt celui de littérature, en 1916 ; Théodore Ruysen n'était pas un des fondateurs de La paix par le droit même s'il en fera très vite partie ; l'absence des femmes françaises au premier congrès de ce qui allait devenir la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, tenu à La Haye en 1915, n'est pas due à la volonté de celles-ci de ne pas rencontrer des Allemandes, mais bien au fait que le gouvernement français leur a refusé des passeports.

Tout cela dit, ce livre d'Y. Santamaria mérite bien d'être lu. C'est un livre non pas sur le pacifisme, « passion française » ou non, mais plutôt sur l'éternelle question de la paix et de la guerre dans la France contemporaine.

NORMAN INGRAM

1 - Voir Norman INGRAM, *The politics of dissent: Pacifism in France, 1919-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1991.

2 - Voir Martin CEADEL, *Pacifism in Britain, 1914-1945: The defining of a faith*, Oxford, Clarendon Press, 1980.

Philippe Nivet

Les réfugiés français de la Grande Guerre (1914-1920). Les « Boches du Nord »

Paris, Commission française d'histoire militaire/Institut de stratégie comparée/Economica, 2004, 598 p.

Avec le déplacement massif de populations civiles, la Première Guerre mondiale fait entrer l'Europe dans l'ère des réfugiés. En France, à la fin du conflit, ils sont près de deux millions originaires des départements français occupés et plusieurs centaines de milliers venus de

Belgique. Mais tous n'ont pas eu le même destin. Les « réfugiés » proprement dits sont arrivés dès l'été 1914, apportant avec eux les rumeurs d'exactions commises par l'ennemi et diffusant la peur de l'invasion. « Tous ont la figure crispée, les yeux fous. C'est la peur en marche », note une infirmière parisienne, à Péronne (Somme), le 26 août 1914. D'autres suivront au moment de l'offensive allemande du printemps 1918. De leur côté, les « évacués » ont cédé aux injonctions des autorités militaires françaises, qui cherchent à les mettre à l'abri des combats ou qui se débarrassent des « bouches inutiles » : ces populations-là partent dans un ordre relatif. Enfin, ceux qu'on appelle les « rapatriés » ont vécu, durant une période, sous occupation allemande, avant d'être autorisés à regagner la France libre : la plupart d'entre eux passent par la Suisse et se retrouvent à Annemasse, Évian ou Thonon-les-Bains, des villes littéralement submergées par le flot de personnes en transit, notamment après 1916.

Or si l'exode de 1940 occupe une place importante dans la mémoire collective, les réfugiés de la Grande Guerre sont largement oubliés. S'inscrivant dans le sillage des recherches menées sur les déplacements de populations en Russie (Peter Gatrell) et sur les populations occupées (Annette Becker), le livre de Philippe Nivet ouvre des perspectives de recherche importantes sur l'un des aspects méconnus de la totalisation du conflit en 1914-1918.

L'auteur dessine d'abord les contours de ce gigantesque déplacement de civils, qui prend les autorités françaises par surprise. À travers une étude des itinéraires empruntés par les réfugiés et de leurs lieux de refuge, P. Nivet montre bien que la plupart d'entre eux ne perdent pas l'espoir de revenir au plus vite dans leur région et s'éloignent le moins possible. Ainsi, le département de la Seine Inférieure et celui de la Seine voient arriver les déplacés en grand nombre, au risque d'ailleurs de submerger les capacités d'accueil. Dès l'été 1914, les préfets reçoivent l'ordre de disséminer les nouveaux venus dans les départements plus éloignés du front, notamment dans les communes rurales. Un nouveau statut voit le jour, et avec lui des allocations, défendues âprement par un groupe de parlementaires représentant les régions envahies, en particulier lors de grands

débats à la Chambre en 1917 et 1918. La « charte des réfugiés », créée finalement en 1918, ne suffit pas, cependant, à venir en aide aux réfugiés. Si la Première Guerre mondiale voit une extension sensible des domaines d'intervention de l'État, elle se traduit aussi par la prolifération des associations philanthropiques. Le cirque de Paris, la salle Wagram et même quatre péniches amarrées au niveau du Quai de la Gare sont transformés en dortoirs. Les œuvres de guerre, comme le Foyer franco-belge où travaille André Gide, jouent un rôle essentiel, complémentaire de celui de l'État, quelque peu débordé par la situation. Les unes fournissent des moyens de subsistance, les autres s'efforcent de retrouver les personnes disparues.

P. Nivet en vient ensuite à l'étude des réfugiés, et notamment de leur état d'esprit au moment de l'exode puis lors de leur installation dans les départements de l'intérieur. Sur les peurs que suscite l'arrivée des troupes allemandes en Belgique et dans le nord de la France, l'essentiel se trouvait déjà dans le livre de John Horne et Alan Kramer consacré aux « atrocités allemandes » de 1914¹. L'auteur emprunte également aux travaux de psychiatres militaires comme Louis Crocq et aux études sur les réfugiés du Kosovo. Mais l'effort pour saisir les traumatismes de l'invasion, du déracinement et de l'exil au moyen de la psychiatrie de guerre reste timide, et les questions méthodologiques soulevées par l'utilisation de la littérature médicale contemporaine pour des périodes plus anciennes sont laissées de côté. De même, les enjeux identitaires des viols de guerre, nombreux lors de la période d'invasion, du saccage des habitations ou des cimetières ne sont qu'esquissés. En revanche, P. Nivet montre magnifiquement que si les réfugiés sont devenus, de nos jours, des figures emblématiques de la souffrance de guerre, ils ont été méprisés ou rejetés par leurs concitoyens en 1914-1918. Son travail rejoint ceux sur la reconnaissance du statut des victimes pendant la Grande Guerre (A. Becker) et sur les marges de l'Union sacrée : déserteurs, profiteurs de guerre, embusqués – étudiés récemment dans le beau livre de Charles Ridet².

De fait, les « Boches du Nord » (c'est ainsi que les réfugiés sont fréquemment désignés, à partir de 1915, par les populations de l'arrière)

apparaissent comme des images inversées du soldat-citoyen : lâches parce qu'en fuyant devant l'ennemi, ils sont supposés avoir favorisé l'invasion du territoire national ; dangereux, parce que dans cette population déracinée et difficilement identifiable peuvent se cacher des espions allemands ; profiteurs, parce qu'ils reçoivent des allocations sans aucune obligation de travail ; impurs enfin, parce que dans un climat où la haine de l'ennemi est exacerbée, ceux qui ont fui après plusieurs mois d'occupation sont soupçonnés d'avoir été corrompus au contact des Allemands.

Le retour au pays est donc investi par les réfugiés de toutes les rancœurs accumulées pendant leur exil, de la nostalgie de l'avant-guerre, du désir de retrouver des racines et une forme de normalité. À mesure que la contre-offensive alliée de l'été 1918 libère les territoires occupés, ces centaines de milliers de civils s'empressent de revenir chez eux. Dans la Somme, un quart des habitants sont déjà de retour, à la date du 11 novembre 1918. Les villes de Picardie, du Nord, du Pas-de-Calais renaissent plus rapidement encore que les communes rurales. Quelle cruelle désillusion toutefois lorsque, de retour après plusieurs années d'absence, les réfugiés découvrent l'ampleur des destructions, l'absence de moyens pour reconstruire et les lenteurs de l'administration. « Il ne reste rien ou presque rien ; chez moi, je n'ai trouvé ni literie, ni meubles, plus de foyer ni de charbon, les tiroirs des meubles ont été vidés de leur contenu et le tout éparpillé sur les planchers », témoigne un évacué de Béthune à l'automne 1918. « L'on nous dit : vous pouvez rentrer ; ce sont de belles paroles, mais dans quelles conditions, sans rien pour se coucher ni pour faire la cuisine ? » Ce sentiment d'abandon, qui atteint son paroxysme en 1919, conduit certains à rebrousser chemin et à quitter, définitivement cette fois, leur région d'origine. Pour les autres, l'expérience de cette interminable sortie de guerre se traduit par une profonde défiance à l'égard de l'État et de Paris, qui laisse des traces jusqu'à nos jours.

BRUNO CABANES

1 - John HORNE et Alan KRAMER, *1914, les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, [2001] 2005.

2 - Charles RIDEL, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.

François Godicheau

La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne, 1936-1939

Paris, Odile Jacob, 2004, 459 p.

La distance des années ne semble pas avoir diminué l'intérêt toujours vif des historiens pour la guerre civile espagnole comme en témoignent les quelque 300 livres parus entre 2000 et 2004 en Espagne. La plupart de ces ouvrages sont des rééditions d'œuvres importantes et des livres de vulgarisation, mais bien peu renouvellent le genre : le livre de François Godicheau en fait heureusement partie.

Depuis la fin des années 1980, le relatif consensus que les Espagnols étaient parvenus à établir sur les causes de la guerre semble avoir volé en éclats. À la version néo-républicaine qui a trouvé de nouveaux atours sous la bannière de la « récupération de la mémoire historique » républicaine et antifranquiste s'oppose désormais une école révisionniste conservatrice qui tente de légitimer le coup d'État de juillet 1936 en insistant sur les « échecs » de la II^e République. Ici comme ailleurs, le fragile consensus de la Transition démocratique a fait long feu, rejetant l'idée communément admise d'une culpabilité morale partagée et d'une guerre interprétée comme une « folie passagère ».

Ces débats n'ont pas tardé à entamer les certitudes chères aux historiens férus de positivisme qui, d'un côté comme de l'autre, n'avaient jamais fait que reprendre les argumentations développées par les acteurs du conflit : la guerre était inévitable, elle annonçait la Seconde Guerre mondiale, etc. La virulence et le succès des attaques négationnistes de Pío Moa, pourtant dénuées de tout fondement scientifique, rendirent urgente la nécessité de revisiter la guerre civile ou, pour dire juste, de « déconstruire » cet objet historique finalement mal identifié. Ce renouveau historiographique a conduit à s'interroger sur la symbolologie politique, les politiques de mémoire et, surtout, les politiques répressives du franquisme. À ce titre, l'histoire du politique, qui avait longtemps souffert d'approches très idéologisées, a réservé d'heureuses surprises tant par la publication d'une série de biographies importantes que par de nouveaux apports convaincants : Helen Graham pour les socialistes et les communistes ou François Godicheau pour les anarchistes.